

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 3 SEPTEMBRE 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 24/507 CONVENTION TRIPARTITE D'OCCUPATION POINT HAUT TETRA USINE LES MAURETTES A HYERES ENTRE LA METROPOLE TPM, LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU DE LA REGION EST DE TOULON ET LA SOCIETE COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/507

BUREAU DU 3 SEPTEMBRE 2024

**O B J E T : CONVENTION TRIPARTITE D'OCCUPATION POINT
HAUT TETRA USINE LES MAURETTES A HYERES
ENTRE LA METROPOLE TPM, LE SYNDICAT
INTERCOMMUNAL D'ALIMENTATION EN EAU DE LA
REGION EST DE TOULON ET LA SOCIETE
COMPAGNIE DES EAUX ET DE L'OZONE -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU la délibération n° 13/12/241 du 12 décembre 2013 portant mise en commun des services informatiques et systèmes informatiques géographiques et création d'une direction commune des systèmes d'information entre la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée et la ville de Toulon,

VU l'avenant n°1 (délibération n° 14/12/261 du 12 décembre 2014) précisant que l'ensemble des dépenses de la DCSI (commun, spécifique Ville, spécifique TPM) sont portés par la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée et la ville de Toulon,

VU la délibération n°18/12/390 du 18 décembre 2018 portant mise en commun des services informatiques et systèmes informatiques géographiques et création d'une Direction Ressources Numériques Mutualisées entre la Métropole TPM et la Ville de Toulon,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a lancé, en groupement de commandes avec la Ville de Toulon, un projet de mise en place d'un réseau de radiocommunication TETRA,

CONSIDERANT que ce projet permet de mutualiser les infrastructures support du réseau de radiocommunication sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que ce réseau de radiocommunication sera le support du Système d'Aide à l'Exploitation et à l'Information Voyageur du réseau de transport de la Métropole,

CONSIDERANT que ce réseau de radiocommunication doit offrir une couverture homogène sur l'ensemble du territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, notamment pour les besoins du réseau de transport,

CONSIDERANT que ce réseau est aussi utilisé par les services de la Métropole TPM qui ont besoin de disposer de radiocommunications pour leurs missions,

CONSIDERANT que les infrastructures physiques de ce réseau pourront être mises à disposition des communes qui souhaiteraient bénéficier d'un réseau radio autonome et indépendant pour leurs propres besoins,

CONSIDERANT que les « points hauts » nécessaires au fonctionnement de ce réseau sont déjà mis en place sur le territoire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que des conventions d'occupation doivent être passées avec les propriétaires des sites « points hauts » pour autoriser l'implantation du matériel et des équipement Tetra,

CONSIDERANT que ce site permettra de conserver une couverture homogène du réseau TETRA tout en répondant aux contraintes de mutualisation des sites,

CONSIDERANT qu'en cas de situation de crise, cette architecture permet de créer des groupes mettant en communication des utilisateurs des différentes entités utilisant ce réseau de radiocommunication,

CONSIDERANT qu'il convient de renouveler cette convention tripartite d'occupation avec Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau de la Région Est de Toulon (le propriétaire) et La société Compagnie des Eaux et de l'Ozone (l'exploitant),

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a également commencé à construire un réseau IoT utilisant la technologie LoRa. Ce réseau a comme nom public SmartTPM et a pour but de recueillir et de centraliser un ensemble de données collectées par différents types de capteurs,

CONSIDERANT que le propriétaire accorde à titre gratuit l'occupation des lieux par l'occupant et les sous occupants pour l'implantation du réseau de radiocommunication mutualisé et utilisé à des fins de service public,

CONSIDERANT que le propriétaire mettant à disposition de l'énergie électrique à l'occupant, au niveau du local technique, l'occupant s'engage à payer un forfait de consommation électrique pour l'ensemble des équipements de radiocommunication, équivalent à une consommation de 300W/h équivalent à une consommation de 300W/h d'un montant de 710 € TTC,

CONSIDERANT que cette convention d'occupation prendra fin au terme du contrat de DSP en date du 30/06/2026,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention tripartite d'occupation de point haut avec le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau de la Région Est de Toulon (le propriétaire) et La société Compagnie des Eaux et de l'Ozone l'exploitant), ainsi que tout autre document relatif à ce dossier.

ARTICLE 3

DE DIRE qu'il s'agit de besoins propres de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, et que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2024 et les suivants : Chapitre 011, Fonction 020.0, Article 60612, Opération 344 Service INFRA.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 3 septembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0





CONVENTION TRIPARTITE D'OCCUPATION POINT HAUT TETRA SITE : USINE LES MAURETTES HYERES

ENTRE :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par son Président, habilité à agir en vertu d'une décision

Ci-après dénommée « l'occupant »,

ET

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau de la Région Est de Toulon, sise Place du 11 novembre 83250 La Londe les Maures, représentée par son Président, M. François DE CANSON, dûment habilité aux fins de signature.

Ci-après dénommé « le propriétaire »,

ET

La société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto, Société en Commandite par Actions au capital de 4 846 880 euros, dont le siège social est 21 rue de la Boétie - 75008 Paris, immatriculée sous le numéro 775 667 363 RCS Paris, et faisant élection de domicile pour les présentes Rue des Oliviers ZA le Pouverel 3130 La Garde, représentée par Monsieur Christophe KLEINKLAUS, Directeur de Territoire, agissant au nom et pour le compte de la Société

Ci-après dénommé « l'exploitant »,

ci-après dénommés ensemble les « Parties ».

Etant préalablement exposé ce qui suit :

Dans l'optique de la constitution d'un réseau de radiocommunication mutualisé couvrant les douze communes de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (Toulon, Six-Fours, La Valette, La Garde, La Seyne sur Mer, Carqueiranne, Ollioules, Le Revest les Eaux, Hyères, Le Pradet, Saint Mandrier, La Crau), la Métropole Toulon Provence Méditerranée a initié une démarche globale en vue de mettre en œuvre une infrastructure commune pour des besoins d'intérêt général.

Ce réseau de radiocommunication, est un réseau privé autonome (PMR), indépendant des réseaux « grand public ».

Il est mis en œuvre pour les besoins des services publics de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et de la Ville de Toulon :

- pour les transports en communs de la **Métropole** dans le cadre du projet Système d'Aide à l'Exploitation et à l'Information voyageurs (SAEIV),
- pour les besoins des services de la **Métropole** : sécurité, environnement,...
- pour les besoins des services de la **Ville de Toulon** : police municipale, nettoyage....

En cas de situation de crise, cette architecture permet de créer des groupes mettant en communication des utilisateurs des différentes entités utilisant ce réseau de radiocommunication.

La réalisation de ce projet nécessite notamment d'installer des équipements de stations radioélectriques sur des « points hauts » de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en vue d'y installer le matériel et les équipements nécessaires.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a également commencé à construire un réseau IoT utilisant la technologie LoRa. Ce réseau a comme nom public SmartTPM et a pour but de recueillir et de centraliser un ensemble de données collectées par différents types de capteurs.

Ces données concernent la vie de la Métropole Toulon Provence Méditerranée et de ses communes, il s'agit notamment de données :

- Environnementales (qualité de l'air, niveaux de pollen, température, bruit...),
- De stationnements et circulation et transports en commun,
- De consommations des fluides (Electricité, gaz et eau),
- De mouillages en zones protégées et activités ports de plaisance (en cours),
- D'éclairage public,
- Des stations météo maritimes,
- Atmosphériques dans les bâtiments (Ecoles, bâtiments publics),

La Métropole Toulon Provence Méditerranée a fait le choix de créer un réseau propriétaire qui nécessite l'installation de passerelles et d'antennes sur un ensemble de points hauts répartis sur le territoire Métropolitain.

Des conventions d'occupation doivent donc être passées avec les propriétaires de ces sites qui autorisent l'implantation du matériel ou son renouvellement.

Par conséquent la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est rapprochée du propriétaire et de l'exploitant pour leur proposer la signature de la convention qui suit.

Les parties ont convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de la Convention

La présente convention d'occupation a pour objet de définir les conditions de mise à disposition au profit de l'occupant de l'emplacement défini à l'article suivant en vue de lui permettre d'implanter, de mettre en service et de maintenir des équipements techniques et nécessaires à la constitution d'un réseau mutualisé de radiocommunication.

Article 2 – Désignation

Le local technique et l'infrastructure antenne, ci-après désignés « les lieux » ou « site », situés à chemin du plan du pont à Hyères, références cadastrales **OB3100 et OB3102**, appartenant au Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau de la Région Est de Toulon (SIAE), et exploités par La société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto, répond aux conditions techniques de hauteur et de localisation pour permettre une bonne couverture du territoire de la Métropole par le réseau de radiocommunication.

- Dénomination : **Usine Les Maurettes**
- Adresse : **chemin du plan du pont, 83400 Hyères**
- Références cadastrales : **parcelle OB3100 et OB3102**

Article 3 - Mise à disposition et descriptif des Installations

L'occupant est autorisé à occuper les lieux dépendant de l'Usine des Maurettes, ci-après désignés « les lieux » ou « site », situés chemin du plan du pont à Hyères, références cadastrales **OB3100 et OB3102** et repérés ci-après sur les plans en annexe 2.

L'installation comporte :

Pour le réseau Tetra

- En extérieur sur la terrasse support n°1 (côté Nord) :
 - 1 parabole FH de diamètre 60 cm fixée sur l'acrotère
- En extérieur sur la terrasse support n°2 (côté Sud) :
 - 1 parabole FH de diamètre 60 cm fixée sur l'acrotère
 - 2 antennes radio de type cierge l=2m
- Dans le local technique existant sous (UV)
 - 1 x Coffret 19'600x600x400

Pour le réseau Smart TPM

- En extérieur sur le pylône existant :
 - 1 Gateway LoRa Multitech Outdoor
 - 2 Antennes tube LoRa
 - 1 Bras de déport (selon configuration pylône)
 - 1 Cable Rj45 allant du local technique à la Gateway
- Sur la zone réservée aux baies radio dans un local technique existant :
 - 1 Injecteur POE avec Cordon 220v
 - 1 Départ 220v /10 A ou prise courant disponible

Avant tout changement de configuration y compris pour se conformer aux évolutions des règles sanitaires, l'occupant en avertira le propriétaire dans les plus brefs délais afin de préparer un éventuel avenant à la présente convention.

En cas de modifications impactant les surfaces et volumes des équipements mis en œuvre dans le cadre de la présente convention, des avenants pourront être passés pour actualiser la liste des matériels.

Article 4 - Prise d'effet

La présente convention entre en vigueur à effet du 07/11/2023.

Article 5 - Durée de la convention

La présente convention prendra fin au terme du contrat de DSP en date du 30/06/2026.

Six mois avant l'expiration de cette date, les parties se réuniront afin de définir ensemble les conditions d'une nouvelle convention.

Article 6 - Responsabilité – Assurances

Article 6.1 – Responsabilité

L'occupant demeure entièrement et seul responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'installation, l'exploitation et l'enlèvement de ses équipements techniques.

L'occupant aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestataires et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

L'occupant fera procéder à l'installation, par la société titulaire du marché du projet « Réseau de radiocommunication Tetra », de tous les dispositifs techniques (antennes, câbles, etc ...) et de leur raccordement en respectant strictement les normes techniques, les règles de l'art, l'étanchéité des installations existantes, ainsi que les règles relatives à l'hygiène et à la sécurité.

Article 6.2 – Assurances

L'occupant garantit le propriétaire en « dommages aux biens » pour ses équipements et une assurance Responsabilité Civile garantissant notamment les risques d'incendies, explosion, foudre, dégâts des eaux, responsabilité civile pour tous les risques locatifs et de voisinage.

Article 7 – Redevance d'occupation

Le propriétaire accorde à titre gratuit l'occupation des lieux par l'occupant et les sous occupants pour l'implantation du réseau de radiocommunication mutualisé et utilisé à des fins de service public.

Le propriétaire mettant à disposition de l'énergie électrique à l'occupant, au niveau **du local technique**, l'occupant s'engage à payer un forfait de consommation électrique pour l'ensemble des équipements de radiocommunication, équivalent à une consommation de 300W/h.

Le propriétaire ne disposant pas de double comptage ENEDIS vis-à-vis du calcul pour la quote-part ENEDIS forfait annuel suivant annexe 1 de la convention, le calcul se fera que sur le tarif de base ENEDIS sans discernement heures pleines et heures creuses.

Le calcul des consommations est fourni en annexe 1 de la présente convention sur la base des derniers tarifs connus (somme annuelle à régler = **710.00 € TTC**)

Ce forfait sera à payer à terme à échoir, il pourra être réévalué au 1^{er} janvier de chaque année selon la grille tarifaire en vigueur.

Article 8 - Destination des emplacements mis à disposition

L'occupant ne pourra pas affecter les lieux à une autre destination que l'exploitation de réseaux de radiocommunication.

Les emplacements visés ci-dessus sont strictement destinés à un usage technique. Ils ne pourront être utilisés en bureaux, stockage de marchandises ou réception de clientèle quelconque.

La présente convention n'est pas soumise aux dispositions des articles L. 145-I et suivants du Code de Commerce et ne pourra donner lieu à la propriété commerciale afférente.

Article 9 - Autorisations administratives

L'occupant fera son affaire personnelle d'obtenir les autorisations administratives préalables et indispensables à son activité et à l'utilisation des équipements, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché à ce sujet en cas de refus de l'Administration.

Article 10 - Sauvegarde des activités de l'occupant

S'il préexiste déjà une ou plusieurs stations de radiocommunications, l'occupant s'engage avant d'installer ses équipements techniques, à réaliser à sa charge financière les études de compatibilité entre les différentes installations.

Les résultats de l'étude de compatibilité seront remis au propriétaire avant le début des travaux.

En cas d'interférences ou de perturbations diverses entre les équipements, l'occupant s'engage à réaliser à ses frais la mise en compatibilité radioélectrique sous réserve de la conformité de ses matériels avec les normes en vigueur. Si celle-ci s'avère impossible, l'occupant ne pourra pas installer ses propres équipements techniques. La présente convention sera résolue de plein droit sans indemnité de part et d'autre.

Le propriétaire s'engage à ne pas laisser s'installer sur le site des stations de radiocommunications d'autres entités sans avoir préalablement demandé aux futurs contractants de communiquer à l'occupant les études de compatibilité radioélectriques avec les équipements existants.

Article 11 – Sauvegarde des activités du Propriétaire et de l'Exploitant

Les équipements techniques et leur fonctionnement ne devront engendrer aucune interférence sur les émissions radio qu'utilise éventuellement à partir du même site le propriétaire ou l'Exploitant.

S'il s'avère que les équipements techniques de l'occupant gênent les émissions et/ou les réceptions radioélectriques du propriétaire ou de l'exploitant, les frais occasionnés par l'adaptation technique des matériels seront à la charge de l'occupant sous réserve de la conformité de ces matériels avec les normes et réglementation en vigueur. Si aucune solution technique ne peut être trouvée, l'occupant pourra résilier la convention sans préavis ni indemnité.

Article 12 - Energie, Branchements et câblage

Article 12.1 – Energie

L'alimentation en énergie électrique sera réalisée par branchement sur l'installation électrique préexistante. La consommation électrique correspondante sera évaluée sur la base de la consommation des équipements prévus sur le site (évaluée à 300 W maximum pour les équipements installés) et refacturée à l'occupant.

Cette évaluation sera révisée en fonction des modifications des équipements installés sur le site.

Si d'autres fluides s'avéraient nécessaires au fonctionnement des équipements techniques de l'occupant, celui-ci analysera avec le propriétaire et l'exploitant les possibilités de raccordement aux arrivées existantes.

En cas d'impossibilité de raccordement aux sources d'énergie existantes du propriétaire, l'occupant pourra faire installer un compteur par le concessionnaire concerné, à son nom et à ses frais exclusifs, ceci afin de bien différencier les consommations du propriétaire de celles des installations projetées. Dans ce cas les abonnements nécessaires seront directement pris en charge par l'occupant auprès du concessionnaire concerné. Le propriétaire autorise l'occupant à effectuer les branchements correspondants à ses frais exclusifs.

Article 12.2 – Branchements

Au cas où l'activité de l'occupant rendrait nécessaire le branchement d'une ligne téléphonique ou de liaison(s) spécialisée(s), celui-ci sera pris en charge par l'occupant qui souscrira un abonnement à son nom auprès de l'opérateur. Le cheminement du circuit de l'opérateur devra être déterminé en accord avec le propriétaire et l'exploitant.

Article 12.3 – Câblage

Le propriétaire autorise à raccorder entre eux par câbles les équipements susvisés ainsi qu'à raccorder ces équipements, notamment au compteur d'énergie, situé à l'intérieur du local.

Ceci dans les règles de l'art et en respectant les lieux. Ces câbles seront posés avec soin. Toutes les fixations, qu'elles soient à l'extérieur comme à l'intérieur, devront être réalisées en veillant à conserver son parfait état d'étanchéité.

Article 13 - Non nuisance des équipements

Les équipements mis en œuvre permettent la connexion entre les différents points hauts situés sur le territoire de la Métropole par faisceaux Hertzien (liaison point à point, rayonnement direct) et la diffusion des communications Tetra par antennes omnidirectionnelles.

L'attribution de fréquences et les conditions de rayonnements électromagnétiques de ces équipements font l'objet de déclaration à l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communication Electroniques et des Postes) qui ne donne son accord que si les rayonnements sont inférieurs aux maxima autorisés. Des contrôles et mesures sont effectués régulièrement par l'Arcep.

Pour les liaisons par faisceaux hertziens, point à point, le rayonnement est quasi-nul au-delà d'un rayon de 60cm autour du faisceau. Le positionnement en hauteur (12m du sol) et au-dessus de tout bâtiment n'induit aucun impact sur l'environnement.

Pour les antennes Tetra, la distance de sécurité est de 60cm autour de l'antenne. La position de ces antennes en hauteur respecte largement ce périmètre de sécurité. Par ailleurs le rayonnement de ces antennes émettant à 400MHz doit être inférieur à 28V/m (valeur maximale tolérée par l'Arcep).

Sur le site de l'usine des Maurettes, le rayonnement maximal face à l'antenne à 10m, est d'environ 1.732V/m soit 6% de la valeur maximale tolérée par l'Arcep. Les antennes sont placées à une hauteur suffisante pour que personne ne puisse se trouver directement devant les antennes et le rayonnement en dessous d'une antenne est quasi-nul.

Article 14 - Accès aux installations

Les équipements techniques sont entièrement autonomes et fonctionnent sans personnel.

Pour les besoins de maintenance préventive des installations et de leur entretien, l'occupant devra informer le propriétaire et l'exploitant, au moins huit (8) jours à l'avance de son désir d'accéder au site.

La procédure d'accès aux équipements sera définie entre les parties.

Pour les réparations d'urgence, le propriétaire et l'exploitant s'engagent à faciliter l'accès au site le plus rapidement possible sachant que les équipements doivent être accessibles 24h/24 et 7j/7 compte tenu de du caractère sensible du réseau mis en place. L'occupant informera le propriétaire par mail de l'intervention réalisée.

Dans tous les cas, les personnes intervenantes devront justifier de leur qualité d'occupant ou justifier de leur qualité de sous-traitants dûment mandatés.

A défaut, l'accès au site ne sera pas autorisé.

Article 15 - Entretien et réparation

Article 15.1 - Sur l'installation technique

Durant l'exécution de la présente convention, le propriétaire et l'exploitant s'engagent à ne pas interrompre de manière impromptue le fonctionnement des installations.

Toutefois, dans le cas où le propriétaire et l'exploitant doivent procéder à des travaux entraînant la suspension temporaire du fonctionnement des installations techniques, celui-ci, sauf cas de force majeure, devra en aviser l'occupant par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de trois mois et en y précisant la durée prévisionnelle de cette suspension.

Le propriétaire et l'exploitant s'engagent à faire ses meilleurs efforts pour trouver, avec l'occupant, une solution de remplacement pendant la durée de l'indisponibilité, quelle qu'en soit la cause, lui permettant d'assurer la qualité et la continuité du service.

Dans l'hypothèse où apparaîtraient des problèmes techniques indépendants de la volonté des parties (par exemple des installations électriques affectant l'émission ou la réception des signaux, ou des parasitages d'installations diverses), les parties examineront les solutions possibles, leur faisabilité, et se concerteront pour régler ces difficultés, sans qu'aucune des parties puisse réclamer des dommages et intérêts à l'autre au titre de cette réalisation.

En cas d'impossibilité matérielle pour l'occupant de trouver une solution sur le site objet de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée à l'initiative de celui-ci sans préavis ni indemnité de part ou d'autre, si ce n'est le paiement de la redevance due calculée au prorata temporis de l'occupation effective des lieux.

L'occupant devra faire entretenir l'installation technique dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté aux installations et autres occupants du propriétaire.

L'accès aux installations se fait conformément à l'Article 14 ci-dessus.

Article 15.2 - Sur les lieux

L'occupant et toutes personnes intervenant pour son compte s'engagent à maintenir les lieux mis à disposition en bon état d'entretien pendant toute la durée de la présente convention.

Article 16 – Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations telles que prévues dans la présente convention, l'autre partie pourra la mettre en demeure de s'exécuter par courrier recommandé avec accusé de réception.

Après un délai de 30 jours, et en cas de persistance du manquement, elle pourra résilier de plein droit la présente convention par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception sans qu'il soit nécessaire d'engager une action en justice.

De la même manière, en cas de totale destruction du site, la présente convention sera résiliée de plein droit sans indemnité ni préavis.

Article 17 - Confidentialité

Les parties sont tenues au secret professionnel.

En conséquence, elles s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente convention.

Article 18 – Règlement des litiges

Dans l'hypothèse où un différend surviendrait à l'occasion de l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de le régler à l'amiable préalablement à toute action devant la juridiction compétente. A défaut d'accord amiable, le Tribunal Administratif de Toulon sera compétent.

Article 19 - Sort des équipements en fin de convention

Au terme de la présente convention, quelle qu'en soit la cause, l'occupant devra remettre les lieux en leur état initial dans un délai de trois (3) mois à compter de la date effective de fin des relations contractuelles.

En cas de résiliation de la présente convention, l'occupant fera procéder à l'enlèvement de la totalité des installations, y compris à la dépose du compteur d'alimentation électrique s'il en existe un, dans le strict respect du rétablissement des lieux mis à disposition en l'état primitif.

L'ensemble des effets de la convention cesse à la résiliation ou au terme de la convention y compris le bénéfice du réseau au propriétaire.

Article 20 - Conditions particulières

Conditions d'accès : L'occupant (coordonnées de l'interlocuteur de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE : Mr Romain BUTIN – 04.94.36.89.38 — rbutin@metropoletpm.fr ou accueil DRNM : 04.94.36.89.38) - averti le propriétaire et l'exploitant de toutes interventions.

Fait à Toulon, le, en 2 exemplaires,

Pour L'OCCUPANT
La Métropole Toulon Provence
Méditerranée

Le Président

Jean-Pierre GIRAN

Pour LE PROPRIETAIRE
Le Syndicat Intercommunal
d'Alimentation en Eau de la Région Est
de Toulon
Le Président

François DE CANSON

Pour L'Exploitant
La société Compagnie des Eaux et de l'Ozone – Procédés MP Otto
Le Directeur de Territoire,

Christophe KLEINKLAUS,

CONVENTION TRIPARTITE D'OCCUPATION POINT HAUT TETRA

SITE : USINE LES MAURETTES HYERES

ANNEXE 1

Tarifs EDF 2024

Puissance souscrite (kVA)	Abonnement annuel (€ TTC / an)	Prix du kWh Heures Pleines (€ TTC / kWh)	Prix du kWh Heures Creuses (€ TTC / kWh)
6	156,12	0,27	0,2068
9	200,40	0,27	0,2068
12	241,56	0,27	0,2068
15	280,80	0,27	0,2068
18	319,68	0,27	0,2068
24	404,40	0,27	0,2068
30	479,16	0,27	0,2068
36	581,88	0,27	0,2068

Tous les prix sont mentionnés en euros hors toutes taxes.

Calcul du forfait annuel de la consommation électrique des équipements de radiocommunication

La consommation totale des équipements actifs installés sur le site de l'usine Les Maurettes à Hyères est de : **300W**.

Conformément à la base tarifaire EDF ci-dessus, en considérant que dans une journée, il y a 16h au tarif « heures pleines » et 8h au tarif « heures creuses », que la puissance souscrite est inférieure à 6 kVA, le coût annuel s'élève à :

Consommation pour 1000W selon tarifs ENEDIS :

Abonnement (A):

$$A = 156,12 \text{ € / an}$$

Consommation annuelle « Heures pleines » (HP):

$$HP = (16h \times 0,27\text{€}) \times 365 \text{ jours} = 1576,80 \text{ €}$$

Consommation annuelle « Heures creuses » (HC):

$$HC = (8h \times 0,2068\text{€}) \times 365 \text{ jours} = 603,86 \text{ €}$$

Total annuel (T):

$$T = A + HP + HC = 156,12\text{€} + 1576,80\text{€} + 603,86\text{€} = 2\,336,78\text{€ / an pour 1000 Watt}$$

Consommation des installations de radiocommunication (soit 300W) :

$$2\,336,78 \text{ €} \times 300W / 1000W = \mathbf{701,03 \text{ € TTC / an pour 300 Watt}}$$

Soit 701,03 € TTC / an pour 300 Watts arrondi à 710.00 €TTC/an

CONVENTION D'OCCUPATION POINT HAUT TETRA

SITE : USINE LES MAURETTES HYERES

ANNEXE 2 : PLANS



